

La crise italienne de 1992 : Une lecture en termes de dynamique endogène

Stefano PALOMBARINI*

La reconstruction de la dynamique italienne qu'avance l'article permet de lire dans la crise politique de 1992 l'effet d'une combinaison spécifique des caractères du système politique et du système économique : le rôle des transferts budgétaires dans les mécanismes de formation du soutien électoral au gouvernement ; le développement d'une classe de rentiers, lié à la hausse de la dette publique, qui à son tour devient une ressource électorale pour le gouvernement ; l'exclusion des salariés de la base électorale du gouvernement et la très faible mobilité des électeurs entre la coalition des partis au gouvernement et les partis de gauche à l'opposition ; le système de scrutin proportionnel et le haut degré de conflit interne à la coalition des partis qui soutenaient le gouvernement, qui justifient l'hypothèse d'un horizon politique proche pour l'action de politique économique. Suivant cette reconstruction, la crise politique italienne peut être définie comme l'éclatement du compromis qui liait des groupes sociaux aux intérêts différents. Dans l'interprétation avancée, la crise dérive de l'épuisement endogène des marges pour la médiation politique entre ces intérêts. Elle est la conséquence de l'impossibilité de prolonger une politique économique capable de garantir la cohésion du bloc social qui constituait la base électorale du gouvernement ; une impossibilité qui constitue à son tour le résultat final de la mise en œuvre d'une politique de médiation entre les demandes différentes, voire opposées, dont étaient porteurs les groupes qui appuyaient le gouvernement.

INTRODUCTION

La construction d'une interprétation de la crise politique italienne constitue à la fois un défi théorique et un exercice à vocation méthodologique. Il s'agit d'un défi car la crise a d'abord surpris le monde académique, jusqu'en 1992 absorbé par la recherche d'une explication de l'exceptionnelle stabilité du système politique italien, puis elle a donné naissance à une quantité de lectures variées et pas toujours compatibles, tout en restant – c'est l'opinion quasi unanime des scientifiques – un phénomène largement sous-interprété.

L'intérêt méthodologique de l'étude naît précisément de la conviction que les difficultés de compréhension de la crise italienne dérivent de la séparation entre les champs disciplinaires des sciences économiques et politiques. Si on la regarde de ce point de vue, la crise italienne est dans une certaine mesure un cas Paradigmatique

* CREA (École polytechnique) 1, rue DesCartes 75005 Paris (France) ; Tél. : +33 01 46 34 36 23 – Fax : +33 01 43 25 29 44 – e-mail : stefano.palombarini@cepreamap.cnrs.fr.

car, puisqu'elle oblige à un travail qui se situe à la frontière entre disciplines différentes, elle peut représenter le terrain pour l'élaboration de méthodes nouvelles ; des méthodes fondées sur une vision de l'économie et du Politique comme systèmes ouverts, gouvernés par des logiques spécifiques qui les différencient mais dont les dynamiques internes ne deviennent intelligibles qu'à partir de leur mise en rapport.

Sur l'origine de la crise politique italienne, il existe déjà, nous l'avons dit, une littérature plutôt vaste, bien qu'évidemment très récente et en évolution rapide. En effet, il est plus correct de parler de crises (au pluriel) en Italie : crise politique, crise morale, crise institutionnelle, crise financière. Il s'agit d'aspects différents d'un même phénomène historique ; cependant, chacun de ces aspects demande une explication particulière et spécifique. Cette contribution a pour objet la dynamique d'érosion du soutien électoral à la coalition des cinq partis qui ont gouverné l'Italie sans interruption de 1979 à 1992 et en particulier le déclin de la Démocratie chrétienne (DC), qui était le principal parti de la coalition. Les différents gouvernements qui se sont succédé au cours de cette période ont été appuyés par une large majorité d'électeurs (60 %-65 %) pendant environ dix ans ; ultérieurement, le soutien électoral a rapidement baissé, jusqu'à moins de 50 % en 1992.

Ce processus est analysé du point de vue des liens entre comportement électoral, choix politique et dynamique économique. En ce domaine, des contributions importantes sont celles de Paci [1992], Cafagna [1993], Mossetto [1993], Salvati [1994], Revelli [1996]. Notre interprétation de la crise italienne ne fournit pas d'éléments nouveaux par rapport à ces travaux ; elle a cependant le mérite de montrer les rapports réciproques et l'effet conjoint des « causes » qui ont fait l'objet d'interprétations considérées comme alternatives, et de les positionner à l'intérieur d'une reconstruction d'ensemble de la dynamique politico-économique italienne entre 1979 et 1992.

DES LECTURES VARIÉES DE LA CRISE ITALIENNE : DE L'IMPROBABLE RÉVOLTE DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE » À UN LARGE ÉVENTAIL D'INTERPRÉTATIONS

Si l'on croit à l'interprétation la plus courante des événements italiens, la crise politique exprime la révolte de la société civile contre un personnel politique malhonnête et corrompu ; mais certains événements trouvent difficilement une place dans ce mouvement de découverte et de refus des perversions du système politique. En 1980, lors d'un débat parlementaire sur un versement de Pots-de-vin à la Démocratie chrétienne, Leonardo Sciascia avait dénoncé le caractère répandu, organisé et presque public de la Corruption politique, ainsi que le ton hypocrite de la discussion. En répondant à un sondage effectué en 1985, d'ailleurs, une large majorité d'Italiens déclarait considérer déjà à l'époque Comme des problèmes « très » ou « assez préoccupants » la corruption et l'immoralité publiques (96,1 %), le gaspillage de l'argent public (93,4 %) et le manque d'efficacité des services publics (91,7 %). Entre 1974 et 1984, le pourcentage de personnes interviewées se

déclarant « très » ou « assez » satisfaites de l'intégrité morale de la classe politique n'a jamais atteint 10 % [Cartocci, 1990].

S'il n'est pas légitime de parler de « découverte » de la corruption, Pourquoi la « société civile » aurait-elle attendu 1992 pour se « révolter » ? Les doutes ne sont pas réduits par l'analyse de quelques chiffres. Si en 1991 le total de pots-de-vin empochés par politiciens et administrateurs publics pouvait être estimé, selon le critère retenu, entre 400 et 4 500 milliards de lires, l'évasion fiscale pour la même année en Italie était dans l'ordre de 165 000-170 000 milliards [Mosetto, 1993]. La « société civile » en révolte contre l'escroquerie politique était responsable d'une fraude 40 à 400 fois plus importante. Par ailleurs il faut souligner que, si nombre de théoriciens ont été surpris par l'effondrement de la majorité gouvernementale aux élections du mois d'avril 1992, par la suite les analyses de cet événement se sont multipliées. Les facteurs explicatifs qui ont été tour à tour mobilisés peuvent être classés dans les trois groupes qui correspondent aux trois prochaines sections.

LE FINANCEMENT DU SYSTÈME POLITIQUE, UN COÛT GRANDISSANT POUR LES ENTREPRISES ITALIENNES

L'improbable « découverte » de la corruption a laissé place à des analyses de plus en plus fines, qui soulignent : les conséquences de la concurrence croissante entre les partis de la majorité ; la fin des financements étrangers au Parti communiste (et à ses héritiers du PDS et du Parti de la refondation communiste) et au Parti socialiste, d'un côté, à la Démocratie chrétienne, de l'autre ; la hausse des coûts de la politique, liée en particulier au rôle déterminant progressivement recouvert par la publicité électorale télévisée ; le très faible financement public aux partis politiques². La chute du soutien électoral au gouvernement ne serait pas la conséquence d'une *découverte* de la corruption publique, mais de son coût grandissant pour le système des entreprises.

S'il est difficile de quantifier le montant annuel des pots-de-vin encaissés par les décideurs politiques et par les fonctionnaires de l'administration publique, et donc d'évaluer correctement sa hausse au cours des années quatre-vingt, il est en effet certain qu'une hausse a eu lieu. Il reste cependant à expliquer pourquoi elle a produit des effets aussi aigus en Italie, alors que dans d'autres pays qui ont connu des phénomènes semblables la majorité gouvernementale n'a pas été condamnée à l'effondrement. Or, il faut reconnaître que si la corruption publique a été longtemps acceptée en Italie, c'est parce qu'elle représentait la contrepartie payée à un système politique capable d'assurer une configuration macroéconomique satisfaisante pour une majorité d'Italiens.

La hausse du montant des pots-de-vin a donc sans doute joué un rôle dans l'origine de la crise, mais elle ne constitue qu'un des termes de l'échange politico-économique sur lequel s'est fondée la stabilité italienne. Pour comprendre l'effondrement de la majorité gouvernementale, il est tout aussi important d'étudier la dynamique économique et sociale ; une telle analyse montre bien que la coalition

1. Pour une analyse de la corruption politique en Italie : Della Porta [1992] ; Sapelli [1994] ; Cazzola [1993] ; Barca et Trento [1994] ; Rodotà [1994].

gouvernementale, qui demandait plus, était aussi en train d'offrir moins à ses électeurs.

UN ÉQUILIBRE POLITIQUE DÉSTABILISÉ PAR LE CHANGEMENT DU RÉGIME INTERNATIONAL

Dans l'analyse du changement d'attitude d'une grande partie des électeurs italiens, on fait souvent appel à la « fin des idéologies » et à la disparition des régimes communistes dans l'Europe de l'Est². Le rôle de ces événements est valorisé par une certaine lecture du système politique italien. L'Italie aurait été dans l'après-guerre et jusqu'à la fin des années quatre-vingt le terrain de choix politiques et électoraux dictés moins par des facteurs internes que par des raisons liées aux équilibres stratégiques internationaux. Le comportement d'une partie de l'électorat aurait été fortement marqué par l'idéologie communiste, qui l'aurait poussé à soutenir le PCI jusqu'à en faire le plus grand parti communiste de l'Europe occidentale. Une autre partie de l'électorat aurait alors appuyé la Démocratie chrétienne, le parti le plus proche des positions des États-Unis en politique étrangère, pour des raisons « défensives ». L'électorat italien a été décrit comme un électorat longtemps « polarisé » sur ces deux positions, ce qui expliquerait la longue stabilité du système politique italien, mais aussi sa crise.

Si on partage cette analyse, il est en effet assez logique d'expliquer le changement du comportement électoral par le changement des équilibres internationaux. En particulier, les électeurs qui avaient soutenu la DC « en se bouchant le nez », selon une expression devenue célèbre, étaient désormais libres de modifier leur attitude.

Dans cette catégorie on peut aussi faire entrer les explications qui soulignent l'effet de la « laïcisation » des Italiens, et donc l'épuisement de la rente électorale que constituait pour la DC le vote catholique.

Ces interprétations nous semblent en même temps saisir des éléments qui ont joué sur le comportement électoral en Italie, mais en surévaluer le rôle dans l'origine de la crise. Ainsi, si la « polarisation » de l'électorat et le poids des facteurs idéologiques sont des caractères bien spécifiques du cas italien, il est difficile d'imaginer quelques millions d'électeurs effrayés par la peur du communisme jusqu'au début des années quatre-vingt, malgré la prise de distance du PCI de l'Union soviétique dans un premier temps et les évolutions internes à ce pays ensuite.

Pour ce qui est de la « laïcisation » de l'électorat, il faut souligner que les résultats des référendums sur le divorce et l'IVG l'avaient signalée comme processus largement abouti déjà au milieu des années quatre-vingt.

2. Sur le changement d'attitude des électeurs italiens: Mannheimer [1989] ; Cartocci [1990] ; Diamanti, et Mannheimer [1994] ; Ricolfi [1994] ; Mannheimer et Sani [1987, 1994] ; Mulè [1993] ; Diamanti [1994].

UNE « OFFRE » MACROÉCONOMIQUE DÉCLINANTE
DE LA PART DU GOUVERNEMENT

Dans cette troisième catégorie, on peut faire entrer l'ensemble des lectures de la crise qui regardent les mouvements sociaux et économiques et leurs rapports avec la dynamique politique pour identifier les raisons « profondes » de l'effondrement de la majorité politique qui avait gouverné l'Italie entre 1979 et 1992⁴. La plupart de ces travaux incluent parmi les facteurs explicatifs des facteurs « internes » ou endogènes à la dynamique italienne, et des facteurs « externes » ou exogènes, c'est-à-dire inexplicables à partir de la simple analyse du système économique et du système politique italiens.

LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME ENTRAVÉ PAR UN ÉVÉNEMENT EXTERNE

Parmi les interprétations qui recherchent dans la sphère économique la clé de compréhension de la crise italienne, une large partie se réfère à un ou plusieurs événements considérés comme *externes* au système politique et au système économique italien – c'est-à-dire non produits par leur fonctionnement – qui auraient empêché la coalition gouvernementale de persévérer dans la politique qui lui avait assuré le soutien électoral au cours des années quatre-vingt. Ainsi, la signature du traité de Maastricht et/ou l'entrée dans la « bande étroite » du SME et la rigidité du taux de change auraient constitué des éléments de rupture dans les circuits de reproduction du soutien électoral, puisqu'une certaine politique, qui s'était montrée en mesure de satisfaire la base électorale du gouvernement, n'était plus renouvelable.

Évidemment, la caractérisation de ces événements en termes de *chocs exogènes* est de nature théorique, puisque, plutôt que comme des faits qui se sont imposés au gouvernement, ils pourraient au contraire être considérés comme le produit de la dynamique politico-économique antérieure.

Une explication de la crise fondée sur l'effet d'un événement singulier sur un système par ailleurs capable d'assurer sa reproduction présuppose soit une incapacité du gouvernement à prévoir l'effet de ses choix, soit l'incapacité du gouvernement de s'opposer à des choix imposés par d'autres organismes, telles la banque d'Italie ou la Communauté européenne. D'un point de vue méthodologique, il nous semble opportun d'exclure, au moins dans une première phase de l'analyse, le recours à des facteurs « exogènes » pour l'explication de la baisse accélérée du soutien électoral au gouvernement. Seule la reconstruction de la dynamique politico-économique italienne par un mouvement endogène permet d'analyser le rôle de facteurs qui risquent de rester dans l'ombre si l'on se contente d'expliquer la crise par un événement externe et imprévisible. Cela ne veut pas dire que, par exemple, le choix de faire entrer la lire dans la « bande étroite » du SME n'a pas joué ; il faut cependant rendre raison de ce choix – c'est-à-dire l'inclure dans une reconstruction raisonnée de l'évolution sociale, politique et économique italienne.

3. Sur les liens entre politique économique et comportement électoral en Italie: Cafagna [1993], Ascoli [1984], Mossetto [1993], Paci [1991,1992, 1994a, 1994b], Revelli [1994, 1996], Salvati [1984, 1994a, 1994b, 1995], Santagata [1995], Trigilia [1994], Brunetta [1987], Franco [1993], Briquet [1995], Ginsborg [1995], Pizzomo [1993, 1995].

L'explication de la crise par l'incohérence étatique, par l'incompétence, le manque d'information et l'irrationalité des décideurs politiques, par leur impuissance face à des choix dictés par des organismes autres que le gouvernement nous semble une explication *ad hoc*, acceptable seulement si au préalable la preuve a été faite de l'impossibilité de reconnaître une *logique* dans la crise c'est-à-dire de la nécessiter comme issue « obligée » d'un processus historique spécifique.

LA CRISE POLITIQUE, UN PRODUIT DU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

Une partie des lectures de la crise italienne qui regardent les rapports entre les dynamiques économique, sociale et politique – les plus proches de notre position – souligne, outre les événements « externes » auxquels nous venons de faire allusion, l'épuisement endogène d'un certain mode de production du soutien électoral. L'effondrement de la majorité gouvernementale ne serait pas la conséquence d'un événement « externe » venu bouleverser un système par ailleurs capable d'assurer sa reproduction dans la stabilité, mais le résultat final d'une évolution de ce système qui était « inscrit » dans ses mécanismes de fonctionnement. D'une part, on peut comprendre une certaine réticence de la part du monde académique à accepter ces interprétations, puisqu'elles dénoncent – du moins implicitement – la surprise qu'a engendrée l'éclatement de la crise comme la conséquence de l'insuffisance des analyses les plus courantes (jusqu'à 1992) du système politique italien. D'autre part, il est bien vrai que jusqu'à présent on n'a pas trouvé le moyen de *démontrer* que les interprétations de la crise fondées sur l'épuisement endogène des marges pour la reproduction du soutien électoral sont les plus proches du réel.

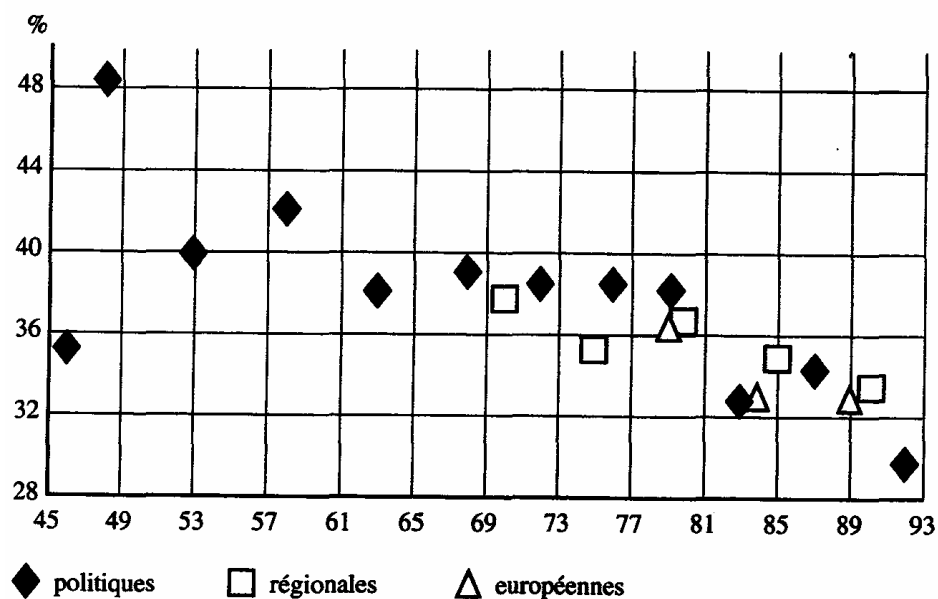
Pour nous, tout ce qu'on peut demander à une *interprétation théorique* d'un événement historique – et ce n'est pas la moindre des choses – est de montrer une logique dans l'enchaînement des événements, c'est-à-dire de fournir les éléments pour une compréhension rationnelle de l'objet de la recherche : le travail théorique n'a pas pour but de *découvrir la rationalité* du réel, mais *d'imposer une rationalité* au réel. Cela implique la possibilité (idéale) d'une multiplicité d'interprétations capables de rendre raison, à partir de principes explicatifs différents, du même réel. La reconstruction de la crise par un mouvement endogène mérite dans ce cadre la *priorité logique* par rapport à d'autres schémas interprétatifs, puisqu'elle permet d'éclairer certains aspects du phénomène que le recours immédiat aux modifications de l'environnement dans lequel fonctionnent le système économique et le système politique, empêche d'analyser.

UNE CRISE (PRESQUE) IMPRÉVUE, MAIS NON IMPRÉVISIBLE

LES DIFFICULTÉS DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

La simple considération des résultats électoraux de la Démocratie chrétienne suffit à suggérer l'utilité d'une analyse de moyen terme, qui remonte au moins jusqu'à la fin des années soixante-dix, pour comprendre les raisons de sa défaite en 1992.

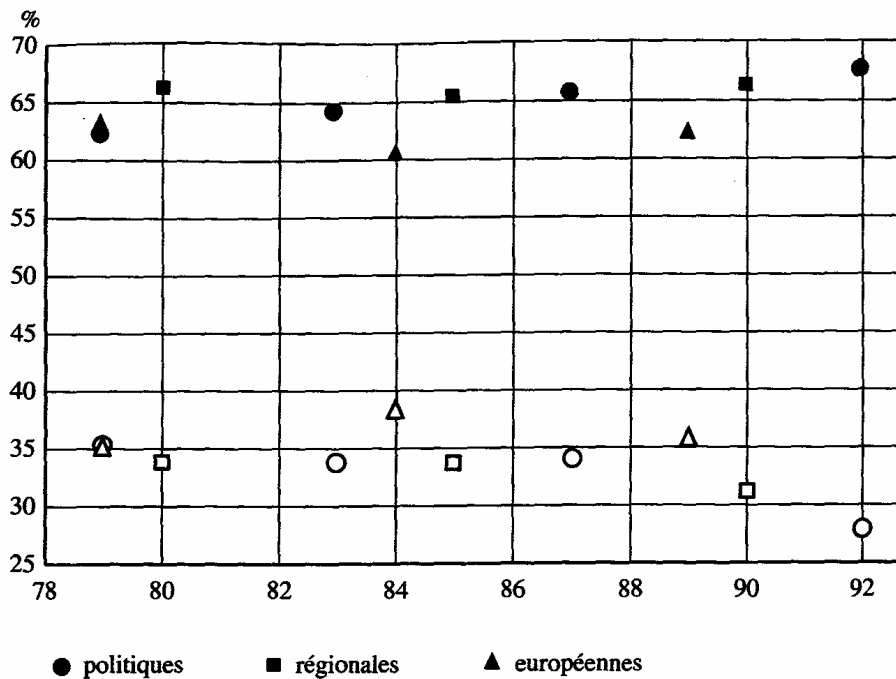
GRAPHIQUE 1. RÉSULTATS ÉLECTORAUX DC



Source : ISTAT, « Elezioni della Camera dei Deputati e dei Senato della Repubblica », *Annuario Statistico Italiano*.

L'élection de 1992 perd son caractère épisodique dès qu'on l'insère dans une vision de moyen terme. Il faut aussi éviter d'interpréter la baisse progressive du soutien au principal parti du gouvernement dans les termes d'un passage massif à l'opposition d'une partie de l'électorat. Si on regroupe l'ensemble des partis italiens en deux blocs – « centre/droite » et « gauche » – l'impression est plutôt celle d'une grande inertie (et à la limite d'un mouvement vers la droite) des électeurs italiens.

GRAPHIQUE 2. RÉSULTATS ÉLECTORAUX CENTRE/DROITE (NOIR) ET GAUCHE (BLANC)



Source : *ibid.*, *Annuario Statistico Italiano*.

Les électeurs de la majorité qui signalent leur insatisfaction en 1992 ne renforcent pas pour autant la coalition rivale. L'origine de la chute du soutien au gouvernement pourrait résider alors plus dans une incapacité de renouvellement de l'ancienne offre politique que dans une nouvelle offre, plus avantageuse pour les électeurs, qui se serait manifestée entre-temps : les partis bénéficiaires des votes perdus par la Démocratie chrétienne – la Ligue au nord et le parti post-fasciste au sud – jusqu'en 1992 se présentaient d'ailleurs plus comme des mouvements de protestation que comme des candidats au gouvernement.

FORMATION DU SOUTIEN ET ENDETTEMENT PUBLIC

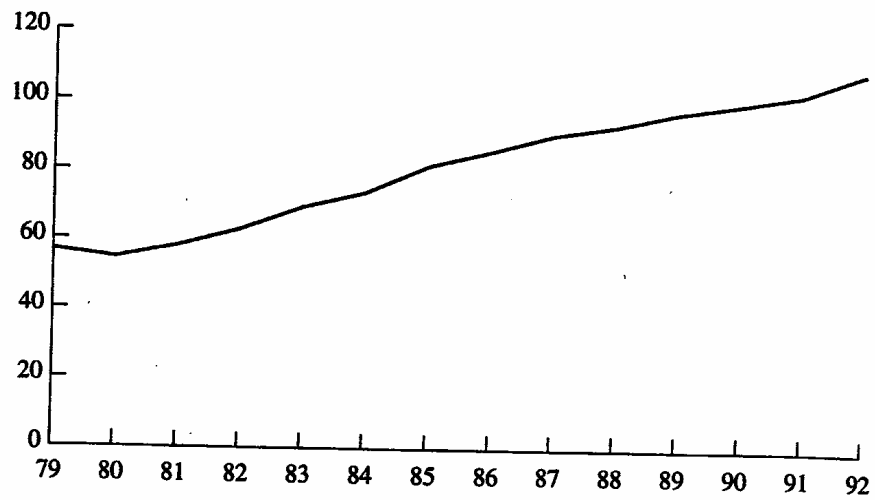
La difficulté de reproduction de l'offre qui fondait l'échange politique sur lequel s'était constituée la majorité gouvernementale est centrale dans l'œuvre de l'un des rares théoriciens à avoir vu la crise arriver. Massimo Paci [1992] signale qu'à partir des années cinquante l'intervention publique en Italie a été marquée par le choix stratégique de privilégier une politique de transferts d'« assistance », a constitué une alternative à une politique de services sociaux pour l'ensemble des citoyens. Ce système, qui a été défini *welfare state* à l'italienne [Ascoli, 1984], a longtemps fonctionné. Les services sociaux n'étaient pas efficaces, mais l'État offrait l'emploi ga-

ranti par voie clientélaire ; les écoles et les hôpitaux marchaient mal, mais ils n'étaient pas trop exigeants avec leur personnel ; les infrastructures publiques n'étaient pas à l'avant-garde, mais l'État était tout sauf rigide lorsqu'il s'occupait d'évasion fiscale, de travail au noir, de constructions abusives, Ce système dual, fondé sur des garanties publiques pour l'emploi, d'un côté, sur l'économie « souterraine », de l'autre, entre en crise selon Paci – à partir des années quatre-vingt. L'élargissement de l'aire du travail salarié, sur laquelle avait pesé la plus grande partie du prélèvement fiscal, s'arrête déjà au cours des années quatre-vingt ; et surtout, l'endettement public atteint selon l'auteur une limite structurelle : les rapports entre les deux composantes du système – les emplois « garantis » et l'économie « souterraine » ne sont plus de complémentarité, mais de contradiction. Si l'endettement a été fondamental pour « cacher » aux acteurs les coûts de financement du système, au cours des années quatre-vingt, il joue désormais un rôle fondamental dans la redistribution de richesses vers de nouvelles classes, qui se structurent autour de l'intermédiation financière et s'enrichissent grâce au niveau très élevé des taux d'intérêt. « Aujourd'hui, écrivait Paci *avant* l'éclatement de la crise politique, l'État italien semble arrivé au terme de ses possibilités d'endettement, ce qui entre en conflit avec l'importance des classes moyennes improductives ou "reproductives" dont le maintien du niveau de vie dépend des transferts ou des paiements fiscaux de l'État. D'ailleurs, la fragmentation des classes moyennes, délibérément visée par la classe politique et obtenue par les concessions économiques corporatistes et les privilèges fiscaux, se révèle enfin défavorable, puisqu'elle produit une "course-poursuite" entre les différentes catégories. À partir de la moitié des années quatre-vingt, en fait, on assiste à une mobilisation croissante des classes moyennes [...]. Il s'agit peut-être des premiers signes d'une phase de "convulsion" des classes moyennes, liée à la crise fiscale de l'État. Le phénomène de la Ligue, que caractérise une forte composante de "révolte contre les impôts", pourrait d'ailleurs être lu comme l'expression d'une lutte interne aux classes moyennes, entre les classes "productives" du Nord et celles "parasitaires" du Sud et de la bureaucratie romaine : une lutte qui s'amorce seulement aujourd'hui, lorsque la "capacité de paiement" et la "permissivité fiscale" de l'État semblent rencontrer une limite structurelle » [Paci, 1992, p. 296-297].

CROISSANCE DE LA DETTE ET POLITIQUE BUDGÉTAIRE : LE TOURNANT DE 1985

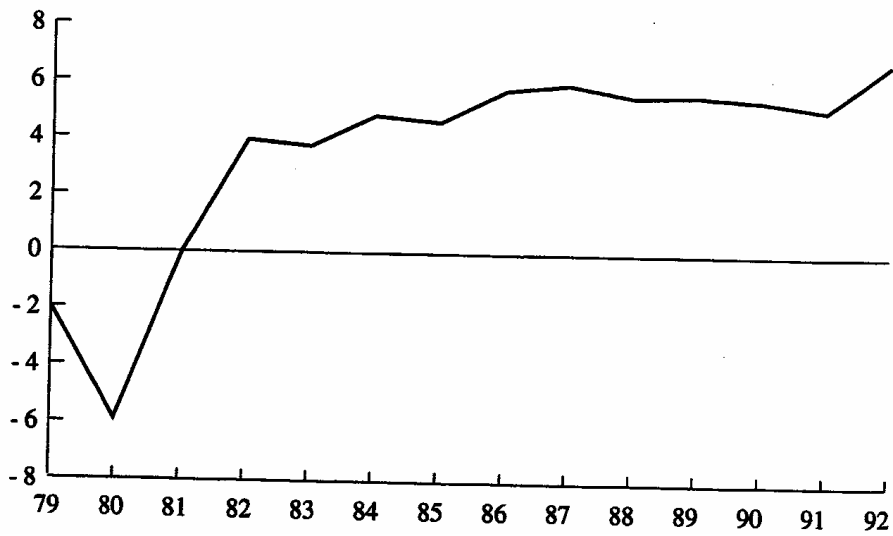
Si la thèse de l'existence d'une « limite structurelle » à l'endettement public ne fait pas l'unanimité parmi les économistes, les données montrent bien qu'à un rapport dette/PIB régulièrement croissant au cours de la période 1979-1992 correspond, en présence d'un taux d'intérêt très élevé, un changement sensible de politique budgétaire.

GRAPHIQUE 3. DETTE PUBLIQUE/PIB



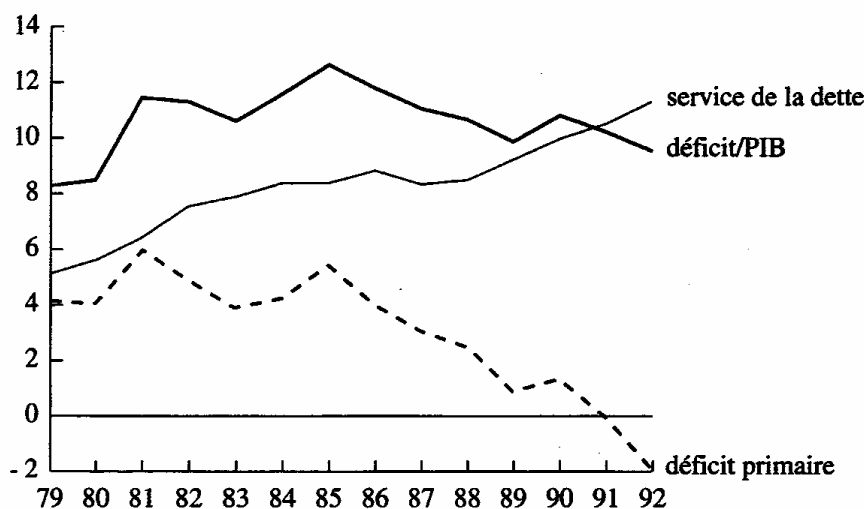
Source : FMI - Statistiques internationales.

GRAPHIQUE 4. RENDEMENT RÉEL DES OBLIGATIONS D'ÉTAT À LONG TERME



Source : *ibid.*

GRAPHIQUE 5



Source : ISTAT, *Annuario Statistico italiano*.

La politique budgétaire est expansive entre 1979 et 1985 ; puis, elle devient progressivement restrictive, jusqu'à déterminer une avance primaire en 1992. En même temps, le déficit global demeure quasi constant tout au long de la période ; ce qui constitue l'effet de la hausse des intérêts payés sur la dette, qui devient particulièrement forte à partir de 1988. Le rôle du service de la dette dans la redistribution de la richesse à l'intérieur du pays est d'autant plus marqué que le poids de la dette étrangère est faible⁵.

LA RENTABILITÉ DU CAPITAL AFFAIBLIE PAR UN TAUX D'INTÉRÊT GRANDISSANT

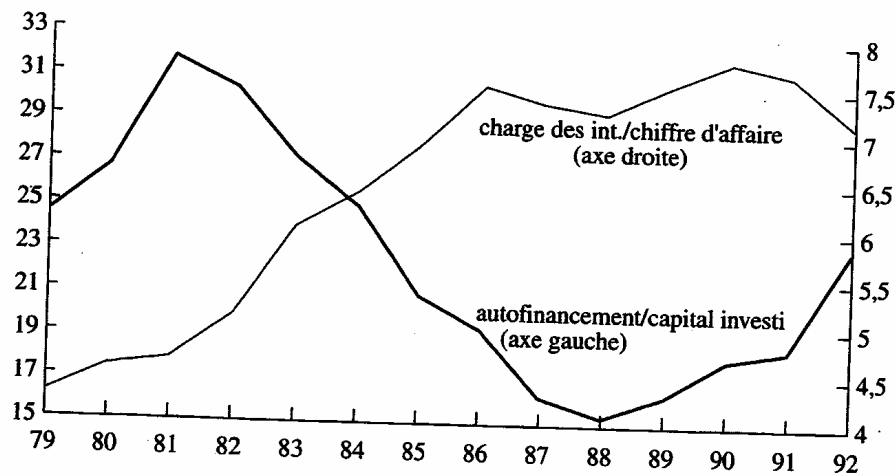
Luciano Cafagna [1993] parle d'une dimension fiscale de la crise, fondamentale pour en comprendre l'éclatement : la crise fiscale est pour lui le *noyau dur* de la crise politique. Le *welfare state (stato sociale)* italien n'est pas le résultat d'un processus de redistribution des ressources, mais de l'endettement public : pour Cafagna, tout comme pour Paci, le financement par l'endettement a permis de cacher les coûts du système, et donc de produire du soutien politique d'un côté sans en perdre d'un autre. Ce mécanisme particulier d'édification du *welfare state* implique une forme spécifique de « distribution dérivée », qui passe par les taux d'intérêt très élevés nécessaires pour placer une dette colossale : une redistribution qui contribue à définir le *welfare state réel*. « L'État, écrit Cafagna, se procure l'argent dont il a besoin,

4. La dette étrangère n'a jamais dépassé, au cours de la période 1979-1992, 4% de la dette publique.

les bénéficiaires des dépenses publiques reçoivent leurs transferts, les contribuables ne sont pas taxés en proportion et au contraire une partie d'entre eux, grâce à la détention de titres publics par ailleurs facilement liquidables, touche en plus des intérêts considérables » [Cafagna, 1993]. Ce système ne peut pas, selon Cafagna, marcher indéfiniment. Les taux d'intérêt élevés, nécessaires pour recueillir l'épargne et financer la dette, nuisent au secteur productif de l'économie : « La compétitivité s'en ressent et avec elle l'investissement et l'emploi. Si la compétitivité demande une révision du taux de change, la perte d'attrait des titres publics en liras, pour être compensée, impose des taux d'intérêt encore plus élevés. Un terrible cercle vicieux. La perspective future s'en ressent : une lourde hypothèque économique et financière – porteuse d'implications économiques, sociales et politiques – grève l'ensemble du système comme conséquence de cette énorme dette publique qui, par le fait même d'être hyperrémunérée – c'est-à-dire par le seul poids de la charge des intérêts – a une croissance accélérée et véhémement » [Cafagna, 1993, p. 39].

Toutes les enquêtes sur les résultats des entreprises italiennes montrent d'ailleurs l'effet fortement négatif de la hausse des taux d'intérêt sur la rentabilité du capital productif. Ainsi, une enquête de *Mediobanca* qui concerne les mille cent sept plus importantes sociétés industrielles italiennes, montre que, dans un premier temps – de 1979 à 1986 – les grandes entreprises italiennes ont réagi à la hausse des taux d'intérêt par l'accroissement de l'autofinancement, dont le poids par rapport au capital investi double au cours de la période. Ce mouvement permet de réduire le rapport entre charge des intérêts et chiffre d'affaires, qui atteint son minimum en 1988. Toutefois, à partir de 1989, le poids des intérêts – en présence d'un ratio autofinancement/capital investi stable – remonte progressivement, pour atteindre un pic en 1992.

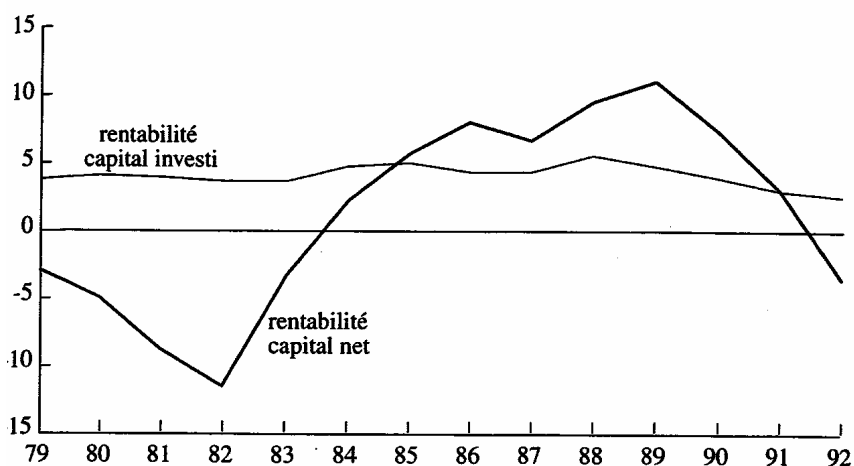
GRAPHIQUE 6. GRANDES ENTREPRISES



Source : Mediobanca

La hausse du poids de la charge des intérêts joue sur la rentabilité du capital net, qui chute entre 1989 et 1992.

GRAPHIQUE 7. GRANDES ENTREPRISES

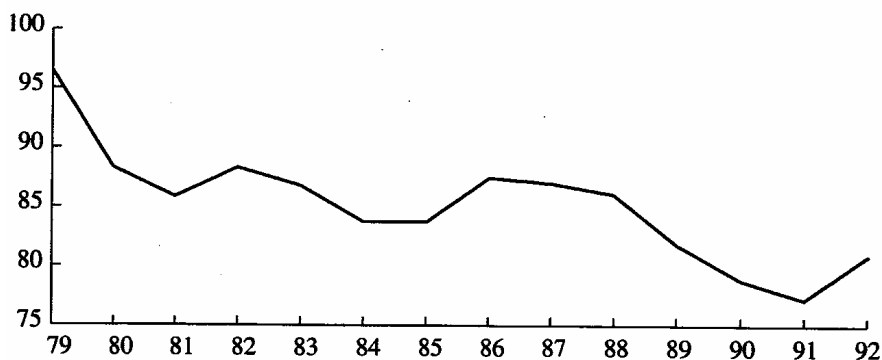


Source : Mediobanca

RIGIDITÉ DU TAUX DE CHANGE ET BAISSÉ DE LA COMPÉTITIVITÉ-PRIX

En ce qui concerne la baisse de la rentabilité du capital investi – sur laquelle ne joue pas par définition la charge des intérêts – un effet important est probablement dérivé de la perte de compétitivité-prix des produits italiens.

GRAPHIQUE 8. COMPÉTITIVITÉ-PRIX ITALIE/ALLEMAGNE



1978 = 100

Compétitivité-prix = prix production Allemagne en Lires italiennes/prix production Italie. Élaboration sur données OCDE.

Dans la lecture du graphique, il faut considérer que la valeur 1992 est biaisée par la dévaluation de la lire intervenue au mois de septembre. En réalité, la compé-

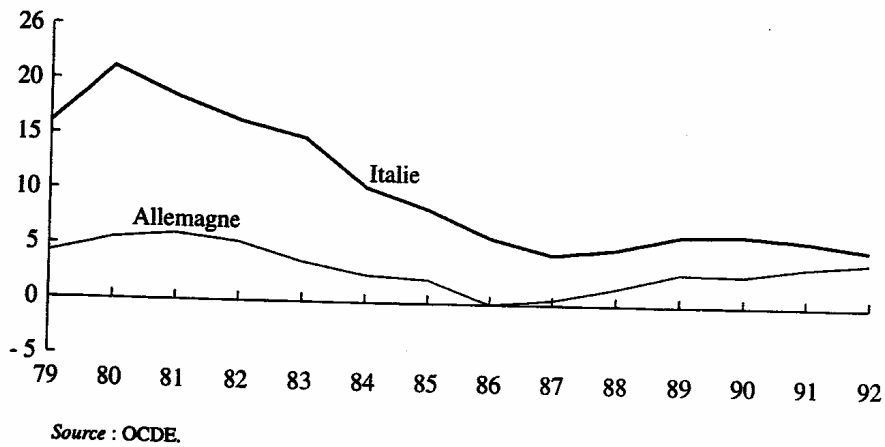
tivité des produits italiens baisse régulièrement entre 1979 et 1981, puis, à partir de 1989, c'est-à-dire à partir de l'entrée de la lire dans la « bande étroite » du système monétaire européen, de laquelle la devise italienne est sortie au mois de septembre 1992.

GRAPHIQUE 9. TAUX DE CHANGE LIRE/DM : VARIATION



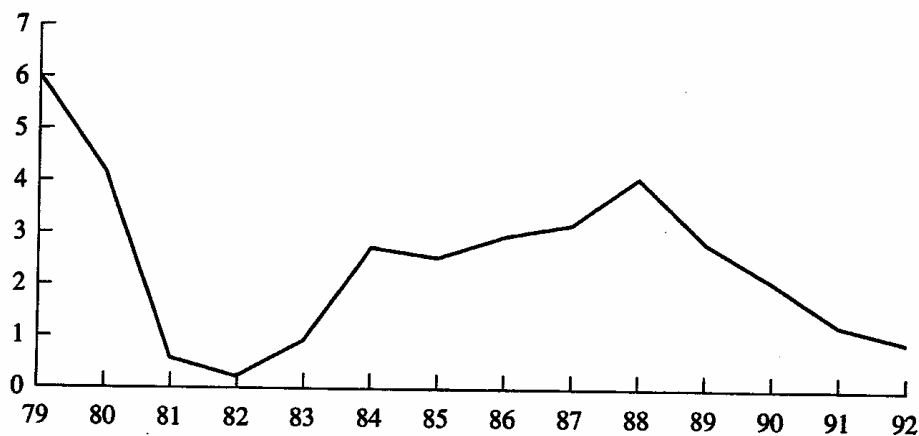
La plus grande stabilité du taux de change n'a pas entraîné une baisse du taux d'inflation : la variation annuelle des prix à la consommation – après une réduction progressive de 1980 à 1987 qui l'amène de 21 % à 4,5 % – demeure stable aux alentours de 6 % entre 1988 et 1992.

GRAPHIQUE 10. TAUX D'INFLATION



La perte de compétitivité, le passage à une politique budgétaire restrictive et le poids grandissant des intérêts payés par les entreprises qui caractérisent les années 1989-1992 peuvent expliquer la baisse du taux de croissance du PIB au cours de la même période.

GRAPHIQUE 11. TAUX DE CROISSANCE



Source : OCDE.

DE LA CROISSANCE INÉGALE À LA CRISE D'UN MODÈLE DE MÉDIATION SOCIALE

Entre la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix les marges de profit des entreprises italiennes ont donc chuté ; au cours de la même période le système fiscal et la « distribution dérivée » par la dette publique déterminaient une situation telle que l'ensemble des impôts directs que l'État percevait en fonction des revenus était redistribué en fonction de la richesse [Patriarca, 1993]. Assez significativement, le rapport du CNEL (Conseil national de l'économie et du travail) sur la décennie 1981-1991 porte comme titre *La Croissance inégale* [Rossi, 1993]. Outre la redistribution indirecte de la richesse par la dette publique, le rapport souligne l'effet des révisions des règles pour l'imposition du revenu intervenues en 1983, 1986 et 1989, qui ont réduit le degré de progressivité de l'impôt. Cet effet dérive de la modification des taux d'imposition et des règles sur les charges déductibles. Le rapport présente une analyse assez significative de la réforme de 1989. Seulement 1,29 % de l'impôt perdu suite à la réforme – c'est-à-dire de la différence entre les entrées qu'on aurait obtenues avec les anciennes règles et les entrées effectives – a été épargné par le quintile le plus pauvre des contribuables, qui déclarait en 1989 4,22 % du revenu total ; 8,21 % ont été épargnés par le deuxième quintile (10,45 % du revenu total) ; 15,60 % par le troisième quintile (17,20 %) ; 20,10 % par le quatrième quintile (23,44 %) ; et 54,79 % par le quintile le plus riche, qui déclarait 44,70 % du revenu total.

Pour comprendre l'accroissement de l'inégalité mesuré par tous les indices présentés dans le rapport, il faut aussi souligner que les réductions de l'indexation des salaires aux prix décidées en 1983 et 1984, d'un côté, les contraintes liées à l'ouverture de l'économie, de l'autre, ont induit dans le secteur privé une politique salariale extrêmement modérée. Au cours de la période 1981-1983, la hausse moyenne de la productivité (2 %) a été à peine plus élevée que celle de la rétribution brute réelle par employé (1,7 %). Entre 1984 et 1989, face à une hausse par an de la productivité de 2,5 %, les rétributions brutes ont augmenté seulement de 1,5 % en moyenne. Enfin, entre 1989 et 1991 – la période que caractérise la récession économique – la productivité (1,7 %) a augmenté moins que les rétributions brutes (2 %). Si on considère seulement le secteur industriel, l'écart entre variation de la productivité et hausse des rétributions brutes réelles – qui était réduit et favorable aux rétributions entre 1981 et 1983 (1,5 % contre 1,9 %) – se creuse au cours de la période 1984-1988 (4,7 % de hausse de productivité contre 2,4 % pour les rétributions) ; la variation de la productivité dépasse celle des rétributions aussi entre 1989 et 1991 (2 % contre 1,7 %). Ce mouvement s'ajoute à la hausse continue du taux de chômage, et produit une baisse progressive de la part des salaires sur le PIB. L'inclusion dans le *graphique 12* des données 1993 et 1994 valide l'interprétation du rééquilibrage au cours de la période 1989-1991 qu'avance le rapport du CNEL, qui le met en rapport avec la récession économique et en souligne la nature conjoncturelle.

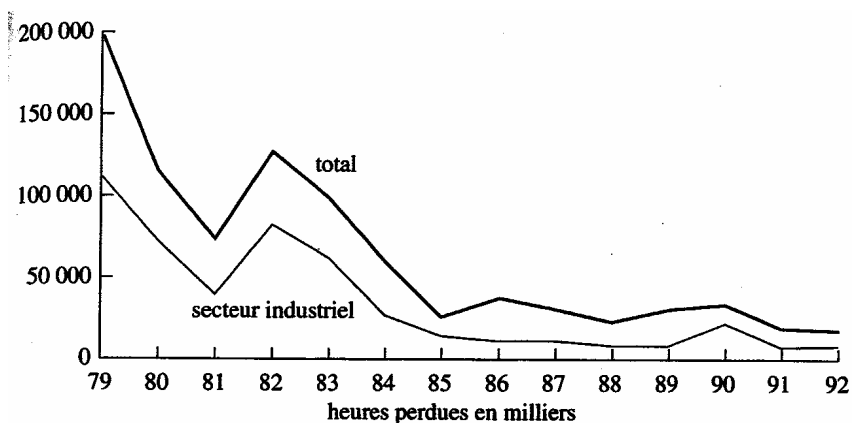
GRAPHIQUE 12. SALAIRES BRUTS/PIB



Source : ISTAT.

La baisse progressive de la part des salaires sur le PIB coïncide avec une sensible réduction du nombre de conflits de travail, qui intervient lors de l'abaissement de l'indexation automatique des salaires aux prix mis en place à deux reprises en 1983 (par un accord syndicats/patronat) et en 1984 (par décision gouvernementale).

GRAPHIQUE 13. CONFLITS DU TRAVAIL



Source : ISTAT.

La « révolte morale » contre la corruption politique est dans la lecture de Marco Revelli [1996] au mieux un des éléments qui ont conduit à la crise italienne. Selon cet auteur, le poids qu'on a accordé au thème de la corruption politique dans les premières interprétations de la crise a été de loin trop important : les élections du 5 avril 1992 – en particulier le succès de la Ligue du Nord, qui a obtenu 23 % des votes en Lombardie, 18 % en Vénétie (26 % si on compte les autres formations autonomistes) et 15 % au Piémont – sont pour lui le signal clair de l'épuisement d'un modèle de finance publique : « Le mécanisme par lequel l'ancienne élite politique avait "acheté" le soutien [...] de l'immense classe moyenne productive et improductive – la combinaison vicieuse d'impunité fiscale et hauts revenus liés à la dette publique, la multiplication par voie étatique de la richesse qu'une élite politique qui monopolisait le contrôle des mécanismes de la reproduction sociale pouvait garantir à une classe relativement opulente, à son tour capable d'assurer la stabilité politique – touchait à sa fin. [...] Ce modèle de médiation sociale n'était plus viable : à cause des contraintes externes déterminées par la nouvelle finance internationale ; d'une compétition globale de plus en plus sévère. Surtout, à cause de la hausse disproportionnée des coûts improductifs de la médiation » [Revelli, 1996, p. 34]. Selon Revelli, la crise coïncide avec la rupture du pacte qu'on pourrait définir *financier* entre l'État et les contribuables ou, si l'on préfère, entre finance publique et épargne. Il s'agit de l'accord tacite « par lequel la bureaucratie publique – y compris la banque centrale et en général le système bancaire – agit en puissant mécanisme de distribution du revenu, entretenant et amplifiant artificiellement, par la dilatation des émissions de titres publics à taux d'intérêt élevés et non imposables, la masse monétaire de la classe moyenne capable d'accumuler l'épargne dont le pouvoir d'achat, au cours de ces années, croît bien au-delà des moyennes européennes ; de son côté, la foule des épargnants continue de financer l'État, étant assurée de l'immunité fiscale et d'une rentabilité constamment croissante. Un mécanisme [...] qui commence à sembler non renouvelable éternellement (même si personne n'aperçoit d'issue) aux sujets sociaux qui en avaient été les principaux bénéficiaires dans

la décennie précédente : les travailleurs indépendants, la classe moyenne plus ou moins productive [...]. Ce sont eux qui se retirent du *pacte financier* [...] puisqu'ils prennent conscience de l'incapacité des vieux responsables politiques d'assurer indéfiniment l'élargissement du cercle [...] ; puis qu'ils sont provoqués, mis à rançon, gênés précisément par l'élite politique, tout comme l'aristocratie périmée de *l'ancien régime*, multipliait de façon exorbitante ses propres ambitions et le prix de ses services » [Revelli, 1996, p. 35]. C'est la rupture du *pacte financier* qui entraîne, selon Revelli, celle du *pacte politique* « suite auquel, d'une certaine façon, le *soutien* était échangé contre la *consommation* » [1996, p. 37], le manque de contrôle sur les modalités de gestion du pouvoir contre un revenu disponible grandissant pour les groupes qui appuyaient le gouvernement.

PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE INTERPRÉTATION DE LA CRISE

UNE APPROCHE IDÉAL - TYPIQUE DE LA CRISE ITALIENNE

Les données que nous avons présentées signalent l'enracinement de la crise italienne dans la dynamique économique et sociale. D'un côté, les résultats des élections du mois d'avril 1992 peuvent être lus comme l'aboutissement d'un processus plutôt que comme une rupture par rapport aux résultats des élections précédentes. De l'autre, les variables macroéconomiques montrent que les « règles distributives » déterminées par la politique gouvernementale avaient produit une situation qui, entre la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix, était en mesure d'engendrer une insatisfaction diffuse, en particulier dans les secteurs productifs de l'économie.

L'interprétation de la dynamique politique et économique en Italie entre 1979 et 1992 développée se fonde sur la mise en ordre raisonnée des événements précédemment présentés. L'effort n'est pas de découvrir une rationalité qui serait cachée derrière des phénomènes en apparence confus et parfois contradictoires, mais d'imposer un ordre rationnel à un réel qui n'a pas à partager cette qualité, un ordre construit par le recours à des principes méthodologiques choisis et explicités *a priori* : puisque le recours à des principes méthodologiques différents est toujours possible et même souhaitable de notre point de vue, le produit de l'analyse est moins une explication qu'une interprétation de la crise. La dernière partie présente donc une histoire idéale, un *concept limite* auquel la réalité concrète doit être comparée pour identifier des liens entre les événements qui peuvent être conçus comme les déterminants de la crise. Nous avons soutenu la viabilité d'une approche de la politique économique ni normative ni fonctionnaliste et qui fait référence à l'épistémologie de la construction [Palombarini, 1995] : la comparaison entre le processus historique est alors fonctionnelle à l'analyse du réel, et n'a rien à voir, comme le dit Max Weber [1965], avec le *jugement de valeur de la réalité sur la base d'idéaux*. Dans ce cadre méthodologique, se justifie l'effort de mobiliser une structure théorique le plus possible fermée, c'est-à-dire capable de rendre compte de l'objet de l'étude à partir de ses propres principes explicatifs. Le recours à des facteurs exogènes doit

trouver une justification forte dans l'analyse historique, et en tout cas il doit intervenir dans Inn second temps, lorsque la possibilité de lire dans l'enchaînement des événements une nécessité pour ainsi dire « interne » a été vérifiée⁶.

L'ACTION POLITIQUE : UNE LOGIQUE SPÉCIFIQUE

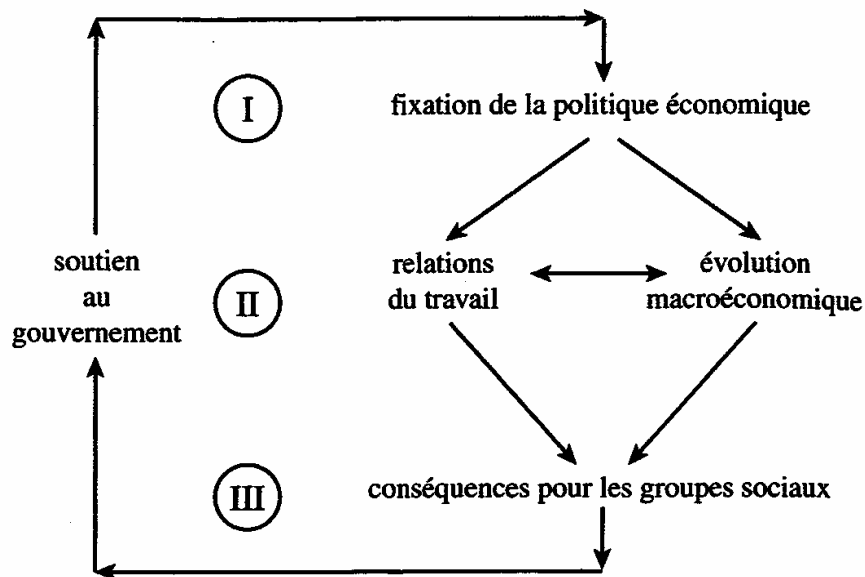
Dans notre reconstruction de la dynamique politique et économique italienne, entre 1979 et 1992, nous supposons l'absence de tout lien fonctionnel entre le politique et l'économique, une hypothèse qui est en rupture à la fois avec la vision de l'État porteur de l'intérêt collectif et avec les analyses qui identifient dans la défense des intérêts des classes dominantes le déterminant fondamental, de l'action étatique. En reprenant l'hypothèse qui caractérise la plus grande partie de la théorie politique libérale, nous attribuons à l'action étatique et particulièrement à celle de politique économique la finalité spécifiquement politique de l'accumulation du pouvoir. Cette caractérisation du politique se justifie à la fois par les analyses historiques qui soulignent le processus de progressive autonomie ou, dans le langage systémique, de « fermeture autopoïétique » du politique et par la cohérence logique de l'hypothèse avec la structure de la théorie de la régulation. La situation macro-économique agit sur le comportement des électeurs, qui déterminent leur choix selon le groupe social auquel ils appartiennent ; le gouvernement peut alors orienter le vote en essayant de pousser les valeurs des variables macroéconomiques par la politique économique vers la configuration qui correspond au maximum de soutien politique.

Au niveau théorique, on imagine la politique économique comme la solution du programme du gouvernement, qui anticipe la réaction des groupes sociaux à la modification de la situation macroéconomique induite par la politique économique en essayant d'obtenir le plus grand soutien possible.

La politique économique – produit d'une rationalité politique, qui a moins à voir avec la notion de « bien commun » qu'avec celle de pouvoir – participe à la détermination des dynamiques économiques, qui à leur tour jouent un rôle important dans le changement des configurations sociales et institutionnelles, donc des paramètres structurels que les décideurs politiques prennent en compte lorsqu'ils fixent leurs choix. Une telle vision ne présuppose pas de rapports hiérarchiques ni fonctionnels entre le système politique et le système économique : les relations économiques ne sont pas le déterminant fondamental de la dynamique sociale, qui est conçue comme le résultat *ouvert* de l'interaction entre l'économique et le politique ; un résultat qui ne peut pas être interprété comme voisinage ou distorsion par rapport à un équilibre fondamental identifiable dans un des deux systèmes examiné séparément de l'autre.

5. « Il n'y a qu'une seule chose que nous pouvons légitimement exiger d'une théorie, c'est qu'elle nous donne une image correcte du monde, c'est-à-dire de la totalité des faits, tels qu'ils sont constitués par ses propres concepts fondamentaux » [Feyerabend, 1979, p. 318].

GRAPHIQUE 14



Bien évidemment, la caractérisation de la politique économique comme solution d'un programme par un acteur unique et rationnel (le gouvernement) peut paraître en contradiction avec les analyses institutionnalistes de l'école de la régulation ; et elle ne correspond certainement pas aux caractères des gouvernements qui se sont succédé en Italie au cours de la période 1979-1992. Toutefois, une telle hypothèse empêche le recours pour l'interprétation de l'origine de la crise à l'incohérence de l'action gouvernementale ou à des fautes des décideurs politiques qui resteraient inexplicables. Les mêmes raisons méthodologiques conduisent à écarter au moins dans un premier temps, nous l'avons dit, les facteurs explicatifs qui lient la crise aux modifications de l'environnement extérieur (par exemple au changement du régime politique international).

Le *tableau 1* explicite les liens entre les choix méthodologiques et le type d'interprétation de la crise que produit l'analyse.

FINALITÉS HÉTÉROGÈNES, AUTONOMIE DU POLITIQUE, CRISE

Dans la reconstruction de la dynamique politico-économique en Italie entre 1979 et 1992 présentée dans la dernière partie nous supposons que le gouvernement contrôle le niveau du solde budgétaire primaire, et qu'il peut choisir entre un taux de change fixe ou qui flotte de façon à garder la parité des pouvoirs d'achat. Le régime de change et le solde budgétaire primaire précisent la structure du conflit de répartition dont les protagonistes sont le patronat et le syndicat (qu'on considère comme des acteurs unitaires) ; les stratégies des acteurs sociaux déterminent la répartition du déficit public et le taux d'inflation, qui engendre une variation des

salaires réels et, en régime de changes rigides, de la compétitivité-prix⁷. Les résultats obtenus par le syndicat et le patronat sont, avec le taux d'intérêt et le taux de chômage, les variables que nous supposons jouer sur le comportement des électeurs. Le passage par des groupes sociaux aux intérêts différenciés et parfois conflictuels qui pourraient, sous certaines conditions, soutenir le même gouvernement nous semble nécessaire. Ainsi, la référence aux « Italiens », aux « citoyens » ou aux « électeurs » comme ensemble indifférencié perd du sens dans notre perspective. Le lien entre le comportement électoral et la situation macroéconomique diffère selon le groupe social auquel l'électeur appartient : les « entrepreneurs » désirent un bon résultat du patronat et un taux d'intérêt faible ; les « travailleurs » un bon résultat du syndicat et un taux de chômage faible ; les « rentiers », enfin, une dette publique croissante et un taux d'intérêt élevé.

TABLEAU 1. QUATRE CONCEPTIONS DE CRISES POLITIQUES

RATIONALITÉ DU GOUVERNEMENT	ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR	RELATIONS MACROÉCONOMIQUES	INTERPRÉTATION DE LA CRISE
Possibilité de « fautes » de politique économique	En évolution	Impossibilité de stabiliser l'ensemble des grandeurs macroéconomiques	Crise liée à l'incapacité du gouvernement de mesurer les conséquences de ses actions
Gouvernement rationnel et intéressé au soutien électoral			Crise liée aux chocs exogènes chute du mur de Berlin ; traité de Maastricht ; récession internationale
	Gouvernement rationnel et intéressé au soutien électoral	Stable	Crise liée à une dynamique économique incompatible avec la permanence d'un gouvernement
Crise endogène, qui dérive d'une combinaison spécifique des caractères du système économique, du système politique et de la structure sociale			

6. Pour une analyse rigoureuse et formalisée des liens entre politique du gouvernement, relations sociales et conflit de répartition. Cf. Palombarini [1996].

La configuration macroéconomique que la politique gouvernementale contribue à déterminer est alors dans notre reconstruction à l'origine du comportement électoral des groupes sociaux, qui soutiennent plus facilement le gouvernement lorsque la situation est proche de celle qu'ils jugent satisfaisante. Le gouvernement, en acteur rationnel et parfaitement informé, anticipe la réaction des électeurs : il fixe le régime de change et le solde budgétaire primaire pour réaliser son programme, c'est-à-dire pour maximiser le soutien électoral. Nous supposons aussi que le gouvernement arbitre entre le soutien électoral présent et futur selon un paramètre dont la valeur est liée aux caractères spécifiques du système politique.

Dans la reconstruction de la dynamique italienne que nous proposons, chaque acteur poursuit donc une finalité qui lui est spécifique : le patronat et le syndicat choisissent leurs stratégies en fonction du conflit de répartition, les groupes sociaux appuient le gouvernement s'ils jugent satisfaisante la situation macroéconomique par rapport à leurs propres intérêts, le gouvernement s'intéresse au soutien électoral. Il n'y a pas un acteur qui se charge de conduire le système vers une situation correspondant à l'intérêt collectif ni vers un état stationnaire stable : le gouvernement ne trouve pas un *rôle* dans le réglage de l'économie, mais une *place* à l'intérieur d'une dynamique politico-économique que son action contribue à déterminer⁸. La dynamique d'ensemble résulte alors de l'interaction entre éléments aux logiques d'action hétéronomes. Dans ce contexte, le concept d'équilibre est utilement remplacé par celui de configuration politico-économique : une configuration peut être stable sur une période à cause de la viabilité temporaire de compromis politiques qui peuvent aussi se renouer dans le passage d'une configuration à une autre ; toutefois, l'éclatement d'un compromis politique est toujours possible comme conséquence des évolutions économiques qu'il contribue à engendrer.

UNE ANALYSE THÉORIQUE DE LA CRISE ITALIENNE

1979-1990 : LA TRANSITION ENTRE DEUX RÉGIMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Revenons donc à la crise italienne, en essayant de rendre compte des données que nous avons présentées. En gros, il est possible de diviser en deux phases la dynamique économique italienne au cours de la période 1979-1990. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, la politique budgétaire est expansive, le taux de change quasi flexible, les relations du travail conflictuelles et le taux d'inflation élevé. Cette situation s'explique par le niveau relativement peu élevé de la dette publique au début des années quatre-vingt : une politique budgétaire expansive comportait à l'époque – en présence de taux d'intérêt réels proches de zéro, voire négatifs – de « coûts » réduits, alors qu'elle dégagait une « ressource » importante qui améliorait les résultats du syndicat et du patronat et qu'elle soutenait la croissance et contribuait à la maîtrise du taux de chômage. En ce qui concerne le régime de change, il est facile d'expliquer le manque d'intérêt du gouvernement italien à une adhésion

7. Nous reprenons ici la position soutenue par Bruno Théret [1990].

pleine au système européen de changes rigides. Étant donné l'importance du déficit primaire, la rigidité du taux de change n'aurait pas modifié les stratégies « agressives » du syndicat et du patronat. Puisque le niveau élevé de conflits dans les relations industrielles impliquait une inflation forte, la rigidité du taux de change entre la lire et les autres devises européennes aurait impliqué une perte de compétitivité des produits italiens, donc une situation moins favorable aux « entrepreneurs » et aux « travailleurs » et alors un affaiblissement du soutien politique au gouvernement. Flexibilité du taux de change, politique budgétaire expansive, relations sociales conflictuelles et taux d'inflation élevé constituent au cours de cette phase spécifique un *régime de politique économique* en mesure de répondre aux exigences de l'ensemble des groupes sociaux qui jouaient à l'époque en Italie un rôle important dans la formation du soutien au gouvernement. Si les « rentiers » représentaient au début des années quatre-vingt un groupe encore marginal, qui, toutefois, pouvait trouver satisfaction dans la croissance de la dette publique, les « entrepreneurs » et les « travailleurs » pouvaient profiter de la politique expansive, même si le deuxième groupe devait subir les conséquences négatives de l'inflation sur les salaires réels. Le taux d'inflation élevé avantageait en revanche le patronat, puisqu'il réduisait les salaires réels et favorisait une hausse des marges de profit ; alors que ses effets sur la compétitivité étaient neutralisés par l'oscillation du taux de change.

Il est cependant clair que ce régime de politique économique n'était pas viable à long terme, précisément à cause de la hausse des taux d'intérêt impliquée par la croissance de la dette publique : au-delà d'un certain seuil du rapport dette/PIB l'effet positif de l'expansion budgétaire sur le comportement des électeurs liés au groupe des « entrepreneurs » aurait été plus que balancé par effet négatif sur les objectifs du même groupe qui dérivait de la hausse des taux d'intérêt induite par l'endettement public. Nous avons supposé la pleine rationalité et la parfaite information des décideurs politiques : il faut alors exclure que l'adoption du régime de politique économique qui marque le début des années quatre-vingt corresponde à une *faute* politique. Au contraire, nous devons imaginer la présence d'un gouvernement qui *sait* que ce régime n'est pas viable à long terme, mais qui choisit de l'adopter provisoirement car la configuration macroéconomique qui en dérive est en mesure de lui assurer un soutien fort pendant quelques années, ce qui conforte la préférence gouvernementale pour le soutien présent. Il est clair alors que la durée de la période caractérisée par une politique budgétaire expansive, la flexibilité du taux de change, des relations du travail conflictuelles et un taux d'inflation élevé sont inversement proportionnels à l'horizon politique du gouvernement : plus est forte la préférence pour le soutien présent, plus un gouvernement qui agit en acteur rationnel prolonge ce régime de politique économique, car il veut éviter le coût électoral impliqué à court terme par une restriction budgétaire. Or, la politique budgétaire expansive en régime de changes flexibles a caractérisé une phase beaucoup plus longue en Italie que dans la grande partie des autres pays européens ; on peut donc supposer que l'horizon de référence des décideurs politiques italiens était spécialement court, une hypothèse qui – comme nous le montrerons – trouve un fondement dans les spécificités du système politique italien. Le changement de régime se produit seulement vers 1985, lorsque le rapport dette/PIB se situe déjà aux alentours de 80 % : à partir de cette année, la politique budgétaire devient plus

modérée (mais au moins jusqu'à 1991 elle n'est pas restrictive) ; les fluctuations de la lire par rapport aux devises qui participent au SME sont de plus faible ampleur ; les conflits de travail se réduisent remarquablement ; l'inflation baisse sans pour autant parvenir à atteindre le niveau allemand ou français, ce qui comporte une dégradation de la compétitivité-prix qui s'amorce en 1986 et devient très sensible à partir de 1989.

La réaction à la non-soutenabilité du régime de politique économique qui a caractérisé la première moitié des années quatre-vingt pouvait conduire le gouvernement italien à emprunter deux routes différentes. La première aurait impliqué une modification profonde de la politique budgétaire, en mesure d'induire un équilibre tendanciel entre entrées et dépenses primaires, et l'adhésion pleine au régime de changes rigides (l'entrée dans la bande étroite du SME). Ce *policy-mix* aurait poussé le syndicat et le patronat vers des relations industrielles coopératives, car le « coût » en termes de compétitivité qu'en changes rigides impliquent les stratégies agressives n'aurait pas trouvé une compensation en l'absence de la « ressource » constituée par le déficit primaire. Le syndicat et le patronat auraient alors coopéré pour faire baisser à un niveau très faible le taux d'inflation et pour pouvoir profiter de l'amélioration de la compétitivité que ce résultat aurait impliquée. Nous savons toutefois que la seconde moitié des années quatre-vingt a été marquée en Italie par un autre régime de politique économique. Le gouvernement n'a pas joué la rigidité du taux de change pour créer les conditions d'une coopération entre le syndicat et le patronat, mais pour favoriser des relations industrielles dominées par ce dernier. En effet une restriction budgétaire a bien eu lieu en 1985, mais elle a été relativement modérée : le déficit primaire a continué à osciller jusqu'à 1990 entre 2 % et 4 % du PIB, alors qu'il se situait entre 4 % et 6 % du PIB au cours de la phase précédente.

Dans ces conditions, et en présence d'un taux de changes rigides, le syndicat n'était pas en mesure de soutenir le conflit avec le patronat. D'un point de vue théorique, toute restriction budgétaire réduit en changes rigides l'avantage des stratégies agressives pour le syndicat et pour le patronat ; mais les conséquences de l'inflation sont asymétriques pour les deux acteurs et, si on se concentre sur le cas italien, particulièrement lourdes pour le syndicat à partir de 1983-1984, c'est-à-dire de la réduction de l'adéquation automatique des salaires au niveau des prix (*scala mobile*). En présence d'un déficit primaire qui se réduit, le syndicat et le patronat ont intérêt à passer d'une stratégie « agressive » à une stratégie de coopération pour profiter du gain de compétitivité qu'implique la baisse de l'inflation ; mais, étant donné les conséquences asymétriques de l'inflation, le syndicat est le premier à modifier son attitude.

Ces considérations expliquent pourquoi la rigidité du taux de change et une politique budgétaire modérée mais non restrictive ont créé en Italie dans la seconde moitié des années quatre-vingt les conditions pour une politique distributive qui avantageait le patronat et pour une baisse du taux d'inflation, toutefois moins sensible que celle qu'on aurait enregistrée si les relations industrielles avaient été coopératives. Le patronat pouvait se permettre de renoncer à l'amélioration de la compétitivité qu'auraient impliquée des relations coopératives le syndicat, car le coût d'un taux d'inflation durablement supérieur aux taux français et allemand trouvait

compensation dans la politique distributive favorable induite par sa domination dans les relations industrielles ; le syndicat était obligé de subir la situation, car une reprise des conflits sociaux aurait déterminé une inflation forte, porteuse de coûts trop élevés en termes de baisse des salaires réels et (le taux de change étant rigide) de perte de compétitivité. La transition vers ce nouveau régime de politique économique rend compte d'ailleurs de la « croissance inégale » dont parle le Conseil national de l'économie et du travail dans son rapport de 1993 [Rossi, 1993].

Il reste à expliquer pourquoi, au milieu des années quatre-vingt, le gouvernement italien a opté pour l'adoption de la stratégie décrite, et non pour une politique en mesure non seulement de ralentir mais de stopper la hausse de la dette publique, en favorisant en même temps des relations du travail coopératives. La réponse à une telle question peut être trouvée dans l'analyse des conséquences du régime de politique économique qui a caractérisé la seconde moitié des années quatre-vingt sur les intérêts des différents groupes sociaux. Pour les « rentiers » la situation demeure bonne. La croissance de la dette publique n'est pas arrêtée par la nouvelle politique économique ; la nécessité grandissante de financement de la dette entraîne une importance croissante du groupe, qui devient progressivement protagoniste du jeu politique et vers lequel est transférée une richesse de plus en plus élevée. La grande partie du déficit public est d'ailleurs constituée à partir de 1985 par le service de la dette. Pour les « entrepreneurs » la situation est plus contradictoire car, s'ils peuvent profiter de la position de force déterminée par le changement d'équilibre (du conflit à la domination du patronat) dans les relations industrielles, ils sont obligés de subir des taux d'intérêt que le manque d'équilibre budgétaire contribue à maintenir à un niveau très élevé. Pour les « travailleurs », enfin, la situation est décidément défavorable, car ils perdent sur tous les tableaux : la restriction budgétaire et les taux d'intérêt élevés jouent négativement sur le taux de croissance, donc sur le taux de chômage, et les résultats obtenus par le syndicat sont évidemment mauvais. La transition vers un régime de politique économique caractérisé par une politique budgétaire d'équilibre et des relations sociales coopératives aurait en revanche avantagé les « travailleurs » et désavantagé les « rentiers », alors que les « entrepreneurs » auraient perdu d'un côté, parce qu'ils auraient dû renoncer à dominer les relations avec le syndicat, mais gagné de l'autre, grâce à la stabilisation des taux d'intérêt.

La stratégie choisie par le gouvernement italien dans le « tournant » de 1985 s'explique alors par deux facteurs : premièrement, le niveau atteint par la dette au milieu des années quatre-vingt est tel que l'importance dans le jeu politique des groupes liés à la rente financière est désormais décisive ; en second lieu, la « polarisation idéologique » de l'électorat italien – en particulier l'hostilité des électeurs du Parti communiste envers les partis de la majorité gouvernementales⁹ – déterminait une

8. Mannheim R. et Sani G. [1987] présentent les résultats d'un sondage effectué en 1985 : 96 % des électeurs ayant voté pour la Démocratie chrétienne (le principal parti du gouvernement) se déclaraient en tout état de cause non disposés à voter dans l'avenir pour le Parti communiste italien (le principal parti d'opposition) ; 95 % des électeurs du PCI se déclaraient non disposés à voter pour la DC

plus grande facilité d'accès pour le gouvernement au soutien des « rentiers » qu'à celui des électeurs liés aux intérêts des travailleurs.

TABLEAU 2. LES EFFETS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT : TROIS PÉRIODES

	1979-1984	1985-1990	CRISE ET TRANSITION
	L'épuisement du régime de politique économique des années soixante-dix	Adhésion au régime des changes rigides : la « croissance inégale »	L'ébauche d'un nouveau modèle de relations industrielles
La politique du gouvernement...	Politique budgétaire expansive Taux de change flexible	Politique budgétaire modérée Taux de change rigide	Politique budgétaire d'équilibre Taux de change rigide
...et ses conséquences immédiates	Relations du travail conflictuelles Taux d'inflation élevé	Relations du travail dominées par le patronat Taux d'inflation moyen	Relations du travail coopératives Taux d'inflation faible

LA CRISE : ÉPUISEMENT ENDOGÈNE DES MARGES POUR LA MÉDIATION POLITIQUE ET FRACTURE DU BLOC SOCIAL DOMINANT

À partir du milieu des années quatre-vingt, la politique économique italienne vise donc une médiation entre les intérêts en partie contradictoires des « rentiers » et des « entrepreneurs », mais la stabilité temporaire du soutien à la coalition des cinq partis qui en résulte ne doit pas tromper sur la nature du compromis entre les deux groupes produits par l'action gouvernementale. Si les intérêts des « rentiers » sont bien servis par la hausse continue de la dette publique, les « entrepreneurs » souffrent de façon croissante de la montée des taux d'intérêt et de la perte de compétitivité qu'implique un taux d'inflation persistant en régime de changes rigides. Les gouvernements qui se succèdent au cours de la période 1985-1989 obtiennent un soutien global quasi-constant, mais au prix de la modification progressive de leur base électorale, dans laquelle les groupes liés à la rente financière remplacent progressivement les électeurs liés aux intérêts des entrepreneurs.

Le régime de politique économique qui caractérise l'Italie dans la seconde moitié des années quatre-vingt, adopté en réponse à la non-soutenabilité du régime marquant le début de la décennie, était donc destiné à son tour à poser à terme des difficultés politiques, si l'on admet que le groupe des « rentiers » n'était pas en mesure d'assurer seul au gouvernement le soutien politique nécessaire. La transition vers une politique budgétaire plus équilibrée qui, en régime de changes rigides, favorise la coopération entre syndicat et patronat, était donc obligée même pour un gouvernement qui ne pouvait pas compter sur l'appui des « travailleurs ». Pour la

coalition des cinq partis, dont la base électorale était constituée dans la seconde moitié des années quatre-vingt seulement par les « rentiers » et les « entrepreneurs », le passage de la domination du patronat à la coopération dans les relations industrielles représentait un coût en termes électoraux à court terme : le passage à la coopération entre le syndicat et le patronat était en quelque sorte le prix que la coalition de gouvernement devait payer pour stabiliser la dette, et maîtriser le mécontentement des « entrepreneurs » impliqué par la hausse constante des taux d'intérêt. La forte préférence des gouvernements italiens pour le soutien présent joue de nouveau un rôle crucial : même sous l'hypothèse de rationalité du gouvernement, celui-ci peut accepter – s'il agit ayant un horizon politique rapproché – l'érosion progressive du soutien qui dérive de la perte de l'appui des « entrepreneurs » plutôt que de renoncer à un soutien immédiat pour éviter la crise ensuite. La grande importance donnée au soutien électoral à court terme explique donc le prolongement au-delà de 1989 de la politique économique qui caractérisait l'Italie depuis 1985. Déjà, à la fin des années quatre-vingt, les signes d'une crise politique imminente sont présents. Nous avons souligné le poids croissant des charges d'intérêt supportées par les entreprises italiennes à partir de 1989 : la plus importante association industrielle s'est d'ailleurs fait le porte-parole de l'insatisfaction qui en est dérivée. L'attitude critique de *Confindustria* à l'égard du gouvernement date précisément de 1989, et elle s'est transformée en hostilité ouverte au cours des années 1991 et 1992.

En 1989 s'initie donc une dynamique irréversible d'érosion du soutien au gouvernement. Si on accepte l'interprétation avancée, la crise politique de 1992 est le point final de la trajectoire ; ce point coïncide avec la fracture du bloc social constitué par les « entrepreneurs » et les « rentiers » qui avaient appuyé les différents gouvernements au cours des années quatre-vingt. Seulement en 1991 le gouvernement accepte de mettre en œuvre une politique de stabilisation de la dette ; mais les effets électoraux à court terme de la manœuvre s'ajoutent à la dynamique d'érosion du soutien, et ne font que précipiter la crise.

SYSTÈME POLITIQUE ET VISION À COURT TERME DES DÉCIDEURS ITALIENS

L'importance donnée aux effets rapprochés de la politique économique sur le comportement des électeurs, qui a poussé le gouvernement à jouer principalement sur la variable de flux que constitue le déficit primaire sans donner trop de poids aux effets de moyen terme qui dérivent d'une politique d'endettement sur la dynamique du taux d'intérêt, est un des facteurs explicatifs de la crise italienne. Certes, comme le souligne Schumpeter, le « fait qu'en démocratie le gouvernement doit se préoccuper en premier lieu de la portée politique d'un programme ou d'une loi ou d'un décret administratif – en d'autres termes, le fait précisément de mettre à exécution le principe démocratique de la subordination du gouvernement aux votes du Parlement et du corps électoral –, ce fait [...] impose aux hommes placés au gouvernail ou près du gouvernail une vision à court terme » [1990] ; mais de nombreuses analyses soulignent les raisons spécifiques au système politique et institutionnel italien qui accentuaient ce caractère au cours de la période 1979-1992. Le système

politique italien a été caractérisé par le manque d'un véritable adversaire dans la course au gouvernement pour la coalition des cinq partis ; par une loi électorale proportionnelle ; et par un degré élevé de compétition à l'intérieur de la coalition au pouvoir. L'effet conjoint de ces éléments peut être interprété comme un raccourcissement de l'horizon politique du gouvernement. La coalition des cinq partis a disposé, au moins jusqu'en 1989, d'un soutien largement suffisant pour rester en charge ; cependant, chaque parti avait un intérêt très fort à l'accroissement du soutien électoral à court terme, pour améliorer sa position en termes de pouvoir relatif à l'intérieur de la coalition. La loi électorale proportionnelle permettait à chaque parti de présenter ses propres candidats dans chaque collège électoral. À chaque élection (même à caractère local) on pouvait alors vérifier dans quelle mesure, par exemple, la Démocratie chrétienne ou le Parti socialiste contribuaient au succès du gouvernement ; sur cette base le pourcentage de postes de responsabilité qui revenait à chaque parti était recalculé (il s'agit du mécanisme qu'on appelle *lottizzazione* en italien).

Le poids attribué au soutien électoral à court terme a amené les différents gouvernements à négliger les coûts électoraux à long terme de la politique d'endettement. Ainsi, les décideurs politiques ont prolongé au maximum la phase caractérisée par une politique budgétaire expansive et par la flexibilité du taux de change, puis ont essayé d'établir les conditions pour la domination du patronat dans les relations du travail. Ces choix s'expliquent par la préférence forte donnée aux gains de soutien immédiat liés aux politiques distributives par rapport aux gains de long terme produits par la baisse du taux d'inflation, la maîtrise des taux d'intérêt et l'amélioration de la compétitivité-prix. Nous avons signalé la modification endogène de la base électorale de la coalition de gouvernement qui est dérivée de l'action de politique économique. Au milieu des années quatre-vingt la configuration macroéconomique était en mesure de satisfaire à la fois les « entrepreneurs », qui réagissaient positivement à la politique budgétaire expansive, et les « rentiers », qui accueillaient favorablement la hausse du taux d'intérêt. Celle-ci a toutefois induit une modification progressive du comportement électoral des « entrepreneurs », qui sont devenus de plus en plus hostiles à la politique d'endettement. Si, au cours de la période 1985-1989, le soutien électoral à la coalition des cinq partis est resté élevé, c'est que dans la base électorale de l'alliance de gouvernement les « entiers » ont remplacé progressivement les « entrepreneurs ».

La chute du soutien intervient à partir de 1989, car la réserve électorale que constituent les « rentiers » était à ce moment complètement exploitée, et rien ne pouvait plus compenser la perte de l'appui des « entrepreneurs ».

LES LIMITES POLITIQUES D'UN MODE DE FORMATION DU SOUTIEN ÉLECTORAL

La crise politique italienne peut être définie comme l'éclatement du compromis qui liait des groupes sociaux aux intérêts différents. Dans notre interprétation, la crise dérive de l'épuisement endogène des marges pour la médiation politique entre ces intérêts. Elle est la conséquence de l'impossibilité de prolonger une politique économique capable de garantir la cohésion du bloc social qui constituait la base

électorale de la coalition des cinq partis ; une impossibilité qui constitue à son tour le résultat final de la mise en œuvre d'une politique de médiation entre les demandes différentes, voire opposées, dont étaient porteurs les groupes qui appuyaient l'action gouvernementale constituait la base électorale de la coalition des cinq partis ; une impossibilité qui constitue à son tour le résultat final de la mise en œuvre d'une politique de médiation entre les demandes différentes, voire opposées, dont étaient porteurs les groupes qui appuyaient l'action gouvernementale.

La contradiction à l'origine de la crise concerne principalement les électeurs influencés par les intérêts des entrepreneurs, qui réagissent négativement à la hausse du taux d'intérêt : une hausse qui est toutefois le produit d'une politique d'endettement dans un premier temps supportée par ce groupe. Cette interprétation semble validée par la montée de la Ligue du Nord – qui s'est faite aux dépens des partis qui étaient au gouvernement – dans les régions les plus industrialisées du pays, et par l'attitude de plus en plus critique de la principale association industrielle (*Confindustria*) à l'égard du gouvernement.

CONCLUSION : UNE EXPLICATION DE L'AMPLEUR ET DE LA DURÉE DE LA CRISE ITALIENNE

Notre interprétation de la crise italienne est construite sur la mise en rapport d'une série de caractères du système économique et du système politique, dont l'interaction rend compte de la dynamique italienne. Il faut considérer :

- 1) le rôle des transferts budgétaires dans les mécanismes de formation du soutien électoral au gouvernement ;
- 2) le développement d'une classe de « rentiers », liée à la hausse de la dette publique, qui à son tour devient une ressource électorale pour le gouvernement ;
- 3) la « polarisation » idéologique de l'électorat et la très faible mobilité des électeurs entre la coalition des partis au gouvernement et les partis de gauche dans l'opposition ;
- 4) le système de scrutin proportionnel et le haut degré de conflit interne à la coalition des partis qui soutenaient le gouvernement, qui justifient l'hypothèse d'un horizon politique proche pour l'action de politique économique.

La combinaison de ces caractères légitime la reconstruction de la dynamique italienne que nous avons avancée. On retrouve alors dans notre interprétation de la crise les intuitions de Massimo Paci sur l'épuisement d'un mode d'obtention du soutien électoral, qui manifeste ses premières difficultés déjà vers la fin des années quatre-vingt. La crise fiscale est bien, comme l'affirment Luciano Cafagna et Marco Revelli, le noyau dur de la crise politique : en 1992, un modèle de médiation sociale fondé sur une dette publique croissante atteint ses limites, qui sont toutefois dans notre interprétation des limites plus politiques qu'économiques.

Cette lecture de la crise, qui se fonde sur une dynamique économique et politique purement endogène, n'exclut pas le rôle possible de certains changements externes (effondrement des régimes communistes dans l'Europe orientale ; montée au niveau international des taux d'intérêt). Elle est cependant en mesure d'indiquer les racines anciennes d'une crise qui, comme l'affirme Michele Salvati, a frappé par

sa « rapidité ». Quant à la « surprise » qu'elle a engendrée dans le monde académique, elle est peut-être moins la conséquence d'un événement imprévisible que le produit d'une habitude au raisonnement théorique fondé sur l'opposition équilibre/déséquilibre : un cadre conceptuel différent permet de penser à une configuration politique et économique stable comme au résultat des interdépendances dynamiques qui en garantissent la viabilité temporaire, mais qui sont aussi en mesure de produire à terme son bouleversement. Notre interprétation de la crise rend enfin raison de son « ampleur »¹⁰⁹ et de sa durée. Si la crise coïncide avec la fracture de l'alliance entre les groupes sociaux qui ont appuyé les partis au gouvernement au cours de la période 1979-1992, sa solution demande la constitution d'un nouveau bloc social, qui devrait être suffisamment fort pour soutenir l'action de politique économique et que l'action de politique économique devrait être à son tour en mesure de consolider au cours du temps. Une telle opération est cependant particulièrement compliquée en présence d'électeurs qui demeurent très peu mobiles sur l'axe politique droite/gauche et d'un cadre macroéconomique qui ne concède pas trop d'espace pour une politique capable de satisfaire aux demandes des différents groupes sociaux.

9. Rapidité, surprise, ampleur sont trois attributs qui, selon Michele Salvati [1995], caractérisent la crise italienne.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ASCOLI U. (éd.) (1984), *Welfare State all'italiana*, Laterza, Bari.
- BARCA L. (1989), *Le classi interedie. Bisogni, vizi, virtù*, Editori Riuniti, Rome.
- BARCA L. et TRENTO S. (1994), *L'economia della corruzione*, Laterza, Rome, Bari.
- BOYER R. (1986), *La Théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris.
- (1989), « Économie et histoire : vers de nouvelles alliances ? », *Annales ESC*, n° 6, novembre-décembre.
- BOYER R. et SAILLARD Y. (1995), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- BRIQUET J.-L. (1995), « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, n° 30.
- BRUNETTA R. (1987), *Spesa pubblica e conflitto*, n Mutino, Bologne.
- CAFAGNA L. (1993), *La grande slavina. L'Italia verso la crisi della democrazia*, Marsilio, Venise.
- CARDONI C. (1986), *Classi e movimenti in Italia, 1970-1985*, Laterza, Bari.
- CARTOCCI R. (1990), *Elettori in Italia. Riflessioni sulle vicende elettorali negli anni ottanta*, Il Mulino, Bologne.
- CAZZOLA F. (1993), « Storia e anatomia della comizione in Italia », *Il progetto*, n° 74.
- DAHL R. A. (1985), *A Preface to Economic Democracy*, Polity Press, Cambridge.
- DELLA PORTA D. (1992), *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- DELORME R. et ANDRÉ C. (1983), *L'État et l'Économie*, Le Seuil, Paris.
- DIAMANTI I. (1994), « La politica come marketing », *Micromega*, n° 2.
- DIAMANTI I. et MANNHEIMER. R. (1994), *Milano a Roma. Guida all'Italia elettorale dei 1994*, Donzelli, Rome.
- DOCKÈS P. et ROSIER B. (1991), « Histoire "raisonnée" et économie historique », *Revue économique*, n° 2, mars, p. 181-208.
- DOWNS A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, Harper & Row, New York.
- FARNETI P. (1983), *Il sistema dei partiti in Italia 1946-1979*, Bologne.
- FEYERABEND P. K. (1979), *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Le Seuil, Paris (version originale, 1975).
- FRANCO D. (1993), *L'espansione della spesa pubblica in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- GIAVAZZI F. et SPAVENTA L. (1989), « Italy : the real effects of inflation and disinflation », *Economic Policy*, n° 8.
- GINSBORG P. (1995), « Comment expliquer la crise italienne ? », *Politix*, n° 30.
- GRAZIANI A. (1992), « L'Italia nella crisi economica internazionale », *Critica marxista*, n° 6.
- (1993), « Per una politica economica della sinistra », *Critica marxista*, n° 4.
- JESSOP B. (1990), *State Theory*, Polity Press, Cambridge.
- LEON P. et CAUSI M. (1991), « Una svolta ad U della politica economica », *Note di ricerca Cles*, décembre.

- LINDBLOM C. E. (1977), *Politics and Markets*, Basic Books, New York.
- LORDON F. (1994), « La régulation et la politique économique : d'une négation originelle à une réintégration théorisée », communication au Groupe politique économique et théorie de la régulation, CEPREMAP, Paris.
- (1996), « Insérer la politique économique dans la théorie de la régulation », version révisée de la contribution au colloque « Théorie de la régulation et politique économique », 22 au 22 novembre 1995, Paris.
- MANNHEIMER R. (1989), *Capire il voto. Contributi per l'analisi del comportamento elettorale in Italia*, Franco Angeli, Milan.
- MANNHEIMER R. et SANI G. (1987), *Il mercato elettorale. Identikit dell'elettore italiano*, Il Mulino, Bologne.
- (1994), *La Rivoluzione elettorale. L'Italia Ira la prima e la seconda Repubblica*, Anabasi, Milan.
- MORLINO L. (1992), *Costruire la democrazia. Gruppi e partiti in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- MOSSETTO G. (1993), *Italiani senza rendite*, Laterza, Bari.
- MULE R. (1993), « Electoral behaviour in Italy », *European Journal of Political Research*, n° 23.
- PACI M. (1991), « Classi sociali e società post-industriale in Italia », *Stato e Mercato*, n° 32, août, p. 199-217.
- (1992), *Il mutamento della struttura sociale in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- (1994a), « Alternanza di governo e dislocazione degli interessi », *Stato e Mercato*, n° 3, décembre, p. 396-400.
- (1994b), « Stato sociale italiano. Quel che resta dopa le ultime elezioni », *Politica ed Economia*, n° 4, août, p. 18-22.
- PALDAM M. (1981), « A preliminary survey of the theories and findings on vote and popularity functions », *European Journal of Political Research*, n° 9.
- PALOMBARINI S. (1995), « Analyse de la politique économique et structure logique de la théorie de la régulation », papier présenté au colloque « Théorie de la régulation et politique économique », 22 au 22 novembre, Paris.
- (1996), « Déterminants politiques du régime de change », soumis pour publication à la *Revue d'économie politique*, juin.
- (1997), *Formation de la politique économique et crise : une analyse théorique et un modèle pour l'Italie*, thèse de doctorat, EHESS, janvier.
- PATRIARCA S. (1993), « Introduzione », in N. ROSSI [1993].
- PIZZORNO A. (1993), *Le radici della politica assoluta*, Feltrinelli, Milan.
- (1995), « Les difficultés du consociativisme », *Politix*, n° 30.
- REGINI M. (1996), « Les différentes formes de capitalismes en Italie », in C. CROUCH et W. STREECK éd., *Les Capitalismes en Europe*, La Découverte, Paris.
- REVELLI M. (1994), « Politica italiana : le avventure del "consociativismo" », *Teoria Politica*, vol. X. n° 2.
- (1996), *Le due destre*, Bollati Boringhieri, Turin.
- RICOLFI L. (1994), « Il voto proporzionale e il nuovo spazio politico italiano », *Rivista italiana di scienza politica*, n° 24.
- RODOTÀ S. (1994), « Su alcune ragioni istituzionali della corruzione », in BARCA

- et TRENTO [1994].
- ROSSI N. (1993), *La crescita ineguale. Primo rapporto CNEL sulla distribuliane e redistribuzione dei redditi in Italia*, n Mulino, Bologne.
- (1994), *La transizione, 1992-1993. Seconda rapporto CNEL sulla distribuliane e redistribuzione dei redditi in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- SALVATI M. (1984), *Economia e politica in Italia dal dopoguerra a oggi*, Garzanti, Milan.
- (1994a), « La crisi politica 1992-1994 : corne uscirne ? », *Stato e Mercato*, n° 3, décembre, p. 365-389.
- (1994b), « L'imprevista ma prevedibile caduta di un regime », *Il Mulino*, n° 352, mars-avril, p. 237-248.
- (1995), *Sinistra o cara*, Il Mulino, Bologne.
- SANTAGATA W. (1995), *Economia, elezioni, interessi*, Il Mulino, Bologne.
- SAPELLI G. (1994), *Cleptocrazia. Il « meccanismo unico » della corruzione tra economia e politica*, Feltrinelli, Milan.
- SCHUMPETER J. (1990), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot (éd. originale, 1947), Paris.
- THÉRET B. (1990), « La place de l'État dans les théories économiques françaises de la régulation : éléments critiques et repositionnement à la lumière de l'histoire », *Économie appliquée*, n° 2.
- (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique*, PUF, Paris.
- (1995), « Politique économique et régulation. Une approche topologique et auto-poïétique », contribution au séminaire franco-brésilien sur l'approche de la régulation, Sao Paolo, Brésil, 4-6 avril.
- TRIGILIA C. (1994), « Le basi sociali della crisi politica », *Stato e Mercato*, n° 3, décembre, p. 406-412.
- TURONE S. (1992), *Storia dei sindacato in Italia*, Laterza, Bari.
- WEBER M. (1965), « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », in *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris (éd. originale [1904]).
- WOLLEB E. (1986), « D'une institutionnalisation tardive au contournement : l'Italie », in R. BOYER éd., *La Flexibilité du travail en Europe*, La Découverte, Paris.